

Hausse des cas à l'approche de l'hiver

Autor(en): **Wenger, Susanne**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **47 (2020)**

Heft 6

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1032987>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Hausse des cas à l'approche de l'hiver

Après le confinement du printemps, la Suisse a fortement assoupli son plan de lutte contre le coronavirus. Malgré l'instauration de mesures de protection, le nombre de contaminations a reflambé à l'automne. La deuxième vague de la pandémie a déferlé sur le pays.

SUSANNE WENGER

Début d'octobre, quand le nombre de cas d'infection au coronavirus a soudainement reflambé dans toute la Suisse, l'épidémiologiste bâlois Marcel Tanner a mis le doigt là où ça fait mal: le pays est moins restrictif que ses voisins dans la lutte contre la pandémie. «Chaque individu doit donc être d'autant plus conscient qu'il est coresponsable de l'évolution de la situation», notait le scientifique. Sans discipline au niveau des règles de distanciation et d'hygiène, la voie libérale suisse ne fonctionne pas. On l'avait pourtant cru pendant un certain temps. Constatant que les réouvertures prudentes d'après le confinement ne menaient pas à une nouvelle hausse des cas, le Conseil fédéral avait rapidement décidé d'autres assouplissements. Un soulagement collectif était palpable.

«Nous sommes en train de montrer que c'est possible», se félicitait le chef du Département de l'intérieur Alain Berset en mai. La présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, parlait quant à elle de «nouvelle normalité». Le virus n'avait pas disparu, mais les mesures d'accompagnement permettaient aux citoyens de retrouver certaines libertés, et aux branches malmenées de reprendre leurs activités. On pouvait retourner au restaurant, dans les clubs, les magasins, à l'école et au bureau. Recommencer à se déplacer et à manifester. Moyennant un plan de protection, parfois un relevé des coordonnées. Voilà à quoi ressemblait la «nouvelle normalité». Le Parlement s'est réuni une nouvelle fois

et, à la mi-juin, la Confédération rendait les rênes du pouvoir aux cantons, mettant fin à la situation extraordinaire qui lui conférait des compétences spéciales en vertu de la loi sur les épidémies.

Été détendu

On pensait qu'il valait mieux réagir ponctuellement aux contaminations locales qu'imposer des mesures à l'échelle nationale. La Suisse poursuivait une stratégie d'enraiment et de test. Pour briser rapidement les chaînes d'infection, les cantons ont mis sur pied un traçage des contacts. Quiconque avait fréquenté un individu contaminé était averti et, si nécessaire, placé en quarantaine par le médecin cantonal. Des milliers de personnes ont dû s'y soumettre: oiseaux de nuit, amateurs de sport, fidèles des églises et même un conseiller fédéral. Lorsqu'en juin, les contaminations ont réaugmenté, le gouvernement fédéral est brièvement intervenu une fois encore pour décréter le masque obligatoire dans tous les transports publics dès juillet et imposer une quarantaine aux voyageurs revenant d'une région à risque.

Bon nombre de Suisses ont toutefois passé leurs vacances au pays. L'atmosphère était plus détendue qu'au printemps, même sans les grands festivals open air et sans les célébrations du 1^{er} août. Les manifestations contre les restrictions restantes n'ont pas attiré les foules. On ne s'est guère alarmé quand les taux d'infection ont recom-

mencé à augmenter entre juillet et septembre. Les chiffres restaient plus bas qu'en mars et en avril, on dénombrait moins d'hospitalisations et de décès. Mais des avertissements ont commencé à se faire entendre du côté des scientifiques. Clairvoyante, la virologue genevoise Isabella Eckerle incitait la Suisse à réagir pour éviter une aggravation de la situation. Certains cantons ont renforcé les mesures, mais la Confédération est restée sur sa ligne d'assouplissement, en réautorisant comme prévu les grandes manifestations.

Automne inquiet

Dès octobre, les matchs de football et de hockey sur glace ont à nouveau pu se jouer devant plus de 1000 spectateurs, tout comme les concerts, moyennant des plans de protection stricts et une autorisation cantonale. Fin février, la Suisse avait été le premier pays d'Europe à interdire les grands rassemblements. À présent, elle était aussi pionnière en matière d'assouplissement. «Nous devons apprendre à vivre avec le virus», déclarait le ministre de la santé Alain Berset. Les associations sportives et culturelles saluaient ce pas, tandis que la plupart des cantons aurait voulu attendre jusqu'à la fin de l'année: un véritable exercice d'équilibrisme.

Dès les premiers jours d'octobre, les nouvelles contaminations sont montées en flèche. Si, début juin, on détectait moins de 20 nouveaux cas positifs par jour, il y en avait plus de

7000 à la fin du mois d'octobre: un nouveau pic depuis le début de la pandémie. Les taux de positivité des tests ont dépassé le seuil de l'OMS attestant qu'un pays a la pandémie sous contrôle. On redevenait inquiet, d'autant plus que le nombre d'hospitalisations et de décès repartait à la hausse. La task force Covid-19 déclarait que désor-

bonne élève au début de la pandémie? Alain Berset devait se rendre à l'évidence: «La situation se dégrade plus vite qu'ailleurs». Dans le grand public, on a commencé à chercher les coupables. Au Parlement et à l'extérieur, des voix se sont élevées pour dénoncer l'inadaptation du système fédéral décentralisé de la Suisse en temps de

tains semblaient n'avoir entendu que le second mot. Les déclarations parfois contradictoires des scientifiques – reflet de la liberté d'opinion et de recherche – n'ont pas non plus contribué à la clarté au sein de la société. Confédération et cantons ont donc appelé les citoyens à respecter rigoureusement les règles de protection pour éviter un



mais, réduire le nombre de cas était la «priorité absolue» et que si le traçage des contacts n'était plus possible, la situation risquait d'échapper à tout contrôle.

Données manquantes

Bien sûr, on savait que le nombre de cas pourrait réaugmenter avec l'arrivée du froid et la réintégration des espaces clos. Mais comment une hausse aussi précoce et vigoureuse avait-elle pu se produire en Suisse, pourtant

pandémie et demander au gouvernement de sortir de sa réserve et de reprendre la main. Les cantons ont en effet géré par exemple le port du masque dans les lieux clos de manière très diverse. La transmission à l'État des données du traçage des contacts a elle aussi laissé à désirer. Résultat: les scientifiques manquaient de données pour savoir où les contaminations se produisaient.

À cela s'est ajoutée l'insouciance d'une partie des citoyens. Dans l'expression «nouvelle normalité», cer-

deuxième confinement. «Il est minuit moins cinq», a lancé Simonetta Sommaruga. La Suisse est retombée dans l'incertitude bien avant les premières chutes de neige. Les fêtes de Noël devront-elles se tenir en forêt, comme l'a proposé à titre préventif, l'épidémiologiste Marcel Tanner?

Ce texte reflète l'évolution de la situation jusqu'à la clôture de la rédaction, à la mi-octobre. Analyse de la situation par la task force Covid-19 en trois langues: www.ncs-tf.ch/fr/

Depuis le mois de septembre, la Chambre basse siège à nouveau au Palais fédéral. La vénérable salle du Conseil national a été dotée de 200 cabines en plexiglas. Photo Keystone